

T76A1  
E88  
2008/09  
2  
QL  
P. gouv.

---

---

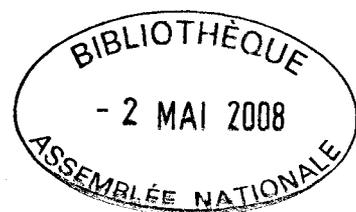
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2008-2009

---

---

**Demande de renseignements généraux**  
**Demande de renseignements particuliers**



---

---

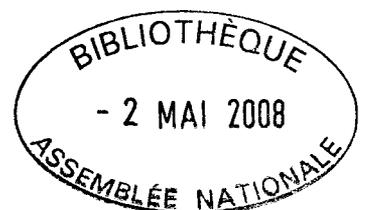
# ÉTUDE DES CRÉDITS

**2008-2009**

---

---

**Demande de renseignements généraux  
de l'opposition officielle et  
du deuxième groupe d'opposition**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle  
et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
1.	Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.
2.	Liste de toutes les publications du ministère (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens) : <ul style="list-style-type: none"><li>- tirage;</li><li>- coût;</li><li>- agence de conception;</li><li>- graphisme;</li><li>- rédacteur;</li><li>- imprimeur;</li><li>- distribution.</li></ul>
3.	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2007 : <ul style="list-style-type: none"><li>- endroits et date de départ et du retour;</li><li>- but du voyage;</li><li>- personnes rencontrées;</li><li>- coût;</li><li>- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);</li><li>- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.</li></ul>
4.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des ententes signées et/ou annoncées;</li><li>- les détails de ces ententes;</li><li>- les résultats obtenus à ce jour;</li><li>- les investissements annoncés.</li></ul>
5.	Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.
6.	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : <ul style="list-style-type: none"><li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009;</li><li>- firmes de publicité;</li><li>- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</li><li>- le but visé par chaque dépense.</li></ul>
7.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : <ul style="list-style-type: none"><li>- liste et coût;</li><li>- copie des soumissions;</li><li>- copie du questionnaire et du résultat;</li><li>- firme ayant obtenu le contrat.</li></ul>
8.	Liste des études commandés à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande d'un ministère ou d'un organisme : <ul style="list-style-type: none"><li>- liste et coût;</li><li>- copie des soumissions;</li><li>- copie des études;</li><li>- firme ou individu ayant obtenu le mandat;</li><li>- copie du contrat.</li></ul>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle  
et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
9.	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le montant et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
10.	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 à une firme de relations publiques en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
11.	<p>Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li><li>- les téléavertisseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none"><li>a) au Québec;</li><li>b) à l'extérieur du Québec.</li></ul></li></ul>
12.	<p>Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li><li>- les téléavertisseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none"><li>a) au Québec;</li><li>b) à l'extérieur du Québec.</li></ul></li></ul>
13.	<p>Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.</li></ul>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

- | #   | Demande de renseignements généraux  |
|-----|---|
| 14. | <p>À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2007-2008, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li><li>- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);</li><li>- nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</li><li>- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</li></ul>   |
| 15. | <p>Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li><li>- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li><li>- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li><li>- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li><li>- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</li><li>- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.</li></ul> |
| 16. | <p>Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement de la location;</li><li>- la superficie du local loué;</li><li>- la superficie réellement occupée;</li><li>- la superficie inoccupée;</li><li>- le coût de location au mètre carré;</li><li>- le coût total de ladite location;</li><li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li><li>- la durée du bail;</li><li>- le propriétaire de l'espace loué.</li></ul>  |
| 17. | <p>Liste des baux auxquels de la Société immobilière du Québec a mis fin en 2007-2008, et prévisions 2008-2009.</p>   |
| 18. | <p>Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2007-2008 de qui sont loués des espaces indiquant pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement de la location;</li><li>- la superficie du local loué;</li><li>- la superficie réellement occupée;</li><li>- la superficie inoccupée;</li><li>- le coût de location au mètre carré;</li><li>- le coût total de ladite location;</li><li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li><li>- la durée du bail;</li><li>- le propriétaire et/ou le nom de la firme.</li></ul>   |
| 19. | <p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription des ministres en 2007-2008.</p>  |
| 20. | <p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> mars 2008 en indiquant pour chaque individu :</p>  |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'entrée en fonction;</li><li>- le titre de la fonction;</li><li>- l'adresse du port d'attache;</li><li>- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li><li>- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li><li>- la description de tâches;</li><li>- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007;</li><li>- le nombre total d'employés au cabinet;</li><li>- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;</li><li>- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li></ul>
21.	Liste des sommes d'argent versées en 2007-2008 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;</li><li>- la circonscription électorale;</li><li>- le montant attribué;</li><li>- le projet visé et le résultat.</li></ul>
22.	La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007 et 2007-2008 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010, et 2010-2011.
23.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le poste initial;</li><li>- le salaire;</li><li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li><li>- la date de la mise en disponibilité;</li><li>- la prévision 2008-2009 et 2009-2010.</li></ul>
24.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnel.
25.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none"><li>- nom de la personne;</li><li>- poste occupé;</li><li>- salaire;</li><li>- assignation initiale;</li><li>- date de l'assignation hors structure;</li><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none"><li>- assignation initiale;</li><li>- assignation actuelle;</li><li>- salaire;</li><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
27.	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"><li>- assignation initiale;</li><li>- assignation actuelle;</li><li>- salaire;</li><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
28.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le salaire de la personne;</li><li>- le montant reçu du régime de retraite.</li></ul>
29.	Liste détaillée du matériel informatique (année et mois d'acquisition, modèle et la somme dépensée).
30.	Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none"><li>- service Internet d'information;</li><li>- livres;</li><li>- journaux;</li><li>- magazines;</li><li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li><li>- clubs privés ou autres;</li><li>- billets de saisons;</li><li>- etc...</li></ul>
31.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;</li><li>- les coûts des constructions du site;</li><li>- le coût de l'entretien et de la mise à jour;</li><li>- qui est responsable du contenu sur le site;</li><li>- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;</li><li>- le nombre de visiteurs (hits) par mois;</li><li>- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?</li></ul>
32.	Dépenses effectuées en 2007-2008 (et ventilation pour chaque mois) dans les technologies de l'information : <ul style="list-style-type: none"><li>- téléphonie;</li><li>- matériel informatique;</li><li>- logiciels;</li><li>- programmation;</li><li>- formation.</li></ul>
33.	Pour chacun des ministères ou organismes public et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
34.	Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de ré ingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun des ces contrats.
35.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de ré ingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.
36.	Toutes les études commandées en 2007-2008 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.
37.	Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la ré ingénierie de

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
	l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.
38.	Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.
39.	Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec.
40.	Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.
41.	Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2007-2008 et ceux prévus pour 2008-2009.
42.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.
43.	Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.
44.	Nominations, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2007, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- liste;</li><li>- mandats;</li><li>- contrats;</li><li>- résultat du travail effectué;</li><li>- échéances prévues;</li><li>- sommes impliquées.</li></ul>
45.	Pour 2007-2008, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
46.	Les montants déboursés en 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne les contrats octroyés, les échéances prévues.
47.	Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.
48.	Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.
49.	Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2007-2008 : <ul style="list-style-type: none"><li>- nombre de refus;</li><li>- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;</li><li>- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.</li></ul>
50.	Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"><li>- coûts;</li><li>- nombre de ressources affectées;</li><li>- nombre de rencontres;</li><li>- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur</li></ul>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle et du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements généraux
	titre.
51.	Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2007.
52.	Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2007-2008 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.
53.	Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc...) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.
54.	Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2007-2008.
55.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.
56.	Prévision de croissance économique effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2008-2009 et 2009-2010.
57.	Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
58.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2007-2008.</li></ul>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**1. ORGANIGRAMME**

**Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

2. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère du Travail (y compris les publications régulières, particulières et occasionnelles)				
- tirage;				
- coût;				
- agente de conception;				
- graphisme				
- rédacteur;				
- distribution;				
- imprimeur				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Revue Regards sur le travail - mise en page et corrections - impression de maquettes	Non publiée (7 350 téléchargements sur Internet)	2 024 \$ 15 \$	Chercheurs et praticiens du milieu des relations de travail	Mono Lino Copiexpress
Émission de certificats de dépôt - impression - montage graphique	10 000	499 \$ 400 \$	Employeurs et syndicats pour le dépôt de conventions collectives	J.B. Deschamps Ose Design
Bilan des relations du travail au Québec en 2006 : - mise en page - reprographie	150	740 \$ 153 \$	Chercheurs, praticiens, syndicats, étudiants, juristes, journalistes reliés au monde du travail, citoyens	Mono Lino CSPQ
Rapport annuel de gestion 2006-2007 - impression - conception couverture	300	5 208 \$ 150 \$	Ministères et organismes, partenaires du Ministère	Copiexpress Ose Design
Recueil des articles de fond publiés - impression - maquette - graphisme	200	2 000 \$ 13 \$ 280 \$	Chercheurs et praticiens du milieu des relations de travail	Le Renouveau CSPQ Pogz
Revue de presse - reprographie	5 000 sur une base annuelle	7 910 \$	Cabinet du ministre, Bureau de la sous-ministre, gestionnaires et Conseil exécutif	CSPQ
Corail - papillon - impression	10 000	745 \$	Intervenants du domaine des relations du travail, juristes, syndicats, entreprises, etc.	Le Renouveau

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

2. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)				
- tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - distribution; - imprimeur.				
TITRE	TIRAGE	COUT	DISTRIBUTION	FOURNISSEUR
Document en vue d'une consultation sur la continuité du service public en période de négociation - conception graphique - papier	Non publié	7 915 \$ 1 388 \$		Vox communications Les productions Reprografic inc.
Pochettes pour le ministère du Travail	1 000	4 155 \$	Unités administratives pour la transmission de divers documents	Impart Litho
Conférence des ministres du Travail - impression des pochettes - documentation - impression de photos  - signalisation		480 \$ 64 \$ 97 \$  99 \$	Ministres et sous-ministres du Travail féd.-prov.-terr., délégués à la conférence et journalistes	Copies de la Capitale Composition Orléans Centre japonais de la photo CSPQ

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
OTTAWA (Ont.) 10 et 11 avril 2007	Participer à un atelier sur les accords de coopération dans le domaine du travail.	Des représentants des gouvernements des États-Unis, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union européenne, du Canada (fédéral et provinces), des spécialistes et des universitaires.	1 009,48 \$	PYCOCK, Jane
TORONTO (Ont.) 9 au 11 mai 2007	Conférence of Canadian labor board law (Conférence sur le droit applicable par les Commissions de relations du travail).	Juristes patronaux et syndicaux et administrateurs des lois du travail au Canada.	1 571,98 \$	NADEAU, Gaston
GENÈVE (Suisse) 27 mai au 10 juin 2007	Conférence internationale du travail de l'OIT. Madame Pycock a participé aux travaux de différentes commissions dont celle sur l'application des normes internationales du travail.	Membres de la délégation canadienne, membres des délégations de différents pays membres de l'OIT, et représentants de l'OIT.	5 087,06 \$	PYCOCK, Jane
EDMUNDSTON (N.-B.) 4 et 5 juin 2007	Rencontre avec M. Victor Léger, du ministère du Travail du Nouveau-Brunswick, sur la mobilité des travailleurs et des entreprises dans l'industrie de la construction entre le Québec et le Nouveau-Brunswick. Monsieur Luc St-Cyr, de la Commission de la construction du Québec accompagnait M. Sauvé.	M. Victor Léger, du ministère du Travail du Nouveau-Brunswick.	126,14 \$ (excluant frais de transport car covoiturage avec le représentant de la Commission de la construction du Québec)	SAUVÉ, Michel

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
OTTAWA (Ont.) 19 au 21 juin 2007	Participer à la conférence annuelle de Statistiques Canada.	Représentants du domaine de la statistique des gouvernements fédéral et provinciaux.	603,90 \$	LABROSSE, Alexis
VICTORIA (C.-B.) 20 au 23 juin 2007	Rencontre annuelle du Comité permanent des affaires internationales du Travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO). Madame Pycoc est la représentante du Québec au sein dudit comité.	Représentants des gouvernements fédéral et provinciaux membres du comité des affaires internationales du travail de l'ACALO.	2 263,12 \$	PYCOCK, Jane
VANCOUVER (C.-B.) 25 au 28 juin 2007	Participer à l'atelier de prévention de la violence en milieu de travail de l'Association canadienne de législation ouvrière (ACALO).	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, chercheurs et universitaires.	2 255,43 \$	SAMUEL, Léon
TORONTO (Ont.) 28 juillet au 2 août 2007	Participer à la conférence annuelle de l'Association of labor relation agencies (ALRA)'s.	Représentants d'organismes de relations du travail du Canada et des États-Unis.	802,41 \$ (excluant frais de transport car covoiturage)	RICHARD, Monique
HALIFAX (N.-É.) 19 au 21 septembre 2007	Réunion annuelle de l'Association canadienne de législation ouvrière (ACALO).	Sous-ministres du fédéral, des provinces et des territoires, présidents des organismes membres de l'ACALO.	3 666,91 \$	PELLETIER, Normand PYCOCK, Jane
TORONTO (Ont.) 1 <sup>er</sup> et 2 octobre 2007	Réunion du sous-comité de l'Association canadienne de législation ouvrière (ACALO) sur la violence au travail.	Représentants des gouvernements fédéral et provinciaux membres du comité.	1 533,54 \$	SAMUEL, Léon

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

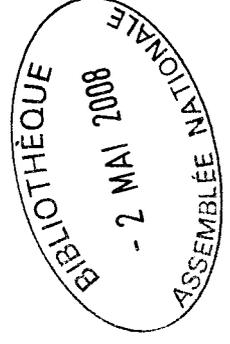
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007**

<b>ENDROIT ET DATE</b>	<b>BUT DU VOYAGE</b>	<b>PERSONNES RENCONTRÉES</b>	<b>COÛT</b>	<b>NOM</b>
TORONTO (Ont.) 3 octobre 2007	Rencontre avec les représentants concernés du gouvernement ontarien, réf. : Comité bipartite de coordination de l'Entente Québec-Ontario concernant le dossier de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	Représentants de l'Ontario concernés par l'Entente Québec-Ontario relativement au dossier de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	1 243,58 \$	PELLETIER, Normand SAUVÉ, Michel
NOUMÉA (Nouvelle-Calédonie) 12 au 28 octobre	Invitation de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) pour participer en tant que conférencier au Forum du dialogue social. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des échanges entre la Direction générale des relations du travail du Ministère et de l'INTEFP.	Représentants d'employeurs, de syndicats et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.	476,05 \$	CHARBONNEAU, Daniel
TORONTO (Ont.) 7 janvier 2008	Participer au Comité de politiques stratégiques sur le travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).	Représentants des gouvernements fédéral et provinciaux membres du Comité.	533,97 \$	MASCHINO, Dalil
PARIS (France) 17 au 22 février 2008	Entente France-Québec – Mobilité de la main d'œuvre	Rencontres avec le négociateur du Québec, M. Gil Rémillard et rencontres techniques avec la partie française	4 763,13 \$	PELLETIER, Normand

DGARBFM – 6 mars 2008

T:\DGPSO\DBOF\SB\Travail\Études crédits 2008-2009\04 - Voyages Hors-Québec 2008-2009 - MTRAV.doc



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**4. MISSION À L'ÉTRANGER**

**Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de missions à l'étranger :**

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour
- les investissements annoncés.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE AUX RÉPONSES  
DES QUESTIONS 3 ET 45.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**5. VOYAGES EN AVION**

**Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre des conseils des ministres et des membres des cabinets ministériels sont indiquées à la question 3.**

**Les sommes dépensées pour les voyages hors Québec  
apparaissent à la question 3**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

5. VOYAGES EN AVION

Les sommes indiquées sont les dépenses effectuées par le ministre du Travail et de son personnel pour les voyages en avion des membres des cabinets ministériels.

Frais reliés aux déplacements aériens  
du ministre du Travail et de son personnel

Date	Nombre de personnes	Destination	Réunion	Coûts
07-10-30 07-10-31	1	Val-d'Or—Montréal—Québec Québec—Montréal—Val-d'Or	Rencontre au Cabinet du ministre	650,40 \$
07-06-11	4	Montréal—Lachute—Val-d'Or	Rencontre	2 466,14 \$
07-06-12	4	Rouyn-Noranda—Montréal	Rencontre	3 597,27 \$
07-09-24 07-09-25	4	Montréal—Lachute—Val-d'Or Amos—Montréal	Rencontre	7 156,20 \$
08-02-21 08-02-22	3	Montréal—Rouyn-Noranda Val-d'Or—Lachute	Rencontre	5 648,81 \$

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**6. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES  
PROMOTIONNELS**

**Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :**

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009;
- firmes de publicité;
- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- le but visé par chaque dépense.

**DÉPENSES EN 2007-2008**

- Aucune dépense pour le ministère du Travail.
- Publicité obligatoire (avis publics sur les décrets, frais de placement payés par les comités paritaires) 10 800 \$
- Fournisseur : Carat-Strategem, agence de coordination responsable du placement publicitaire pour tous les ministères du gouvernement

**PRÉVISIONS POUR 2008-2009**

- Publicité institutionnelle pour le ministère du Travail 20 000 \$  
Témoigner des actions du Ministère par des placements dans divers imprimés (numéros spéciaux, grands dossiers, etc.)
- Publicité obligatoire (avis publics exigés en vertu d'une réglementation) 10 000 \$

**PHOTOGRAPHES**

- Communications internes (Fête de la reconnaissance) 237 \$  
Retraités et 25 ans de service  
Marc-André Grenier, photographe  
Prises de vue et tirage de 8 photos
- Conférence des ministres du Travail 125 \$  
Clément Allard, photographe

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

7. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE  
DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES,  
MINISTÈRES OU ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2007-2008 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

S/O

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**8. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

**Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2007-2008  
à la demande d'un ministère ou d'un organisme :**

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

**Contrat d'un montant de 24 000 \$ octroyé à M. Jean Bernier afin de retenir son expertise de spécialiste du droit comparé des rapports collectifs du travail, de la grève et de la continuité des services publics en situation de conflit de travail.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

<p>9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
<p>A) CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS</p>		
<p>NOM DU CONTRACTANT</p>	<p>OBJET DU CONTRAT</p>	<p>MONTANT</p>
<p>Groupe-conseil Éditia inc.</p>	<p>Révision linguistique de documents à partir de manuscrits ou de rapports électroniques</p>	<p>4 360 \$</p>
<p>Personne-ressource : Réjean L'Heureux, propriétaire</p>		
<p>Mono-Lino inc.</p>	<p>Mise en page de certains périodiques publiés dans le site Internet : listes d'expiration des conventions collectives et listes des ententes négociées</p>	<p>4 593 \$</p>
<p>Personne-ressource : Réal Cloutier, associé de l'entreprise</p>		
<p>Cabinet de relations publiques National inc.</p>	<p>Conseils stratégiques en vue de soutenir le Cabinet du ministre du Travail dans le cadre de différents dossiers</p>	<p>11 070 \$</p>
<p>Personne ressource : Luc Ouellet, directeur</p>		

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

<p><b>9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
<b>B) CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION</b>		
<b>NOM DU CONTRACTANT</b>	<b>OBJET DU CONTRAT</b>	<b>MONTANT</b>
ESTELLE M. MORIN	Prononcer une conférence intitulée « Promouvoir la santé au travail : donner un sens au travail ».	1 725,00 \$
GROUPE RENAUD ET ASSOCIÉS INC.	Fournir des services professionnels en relation d'aide à tous les employés du Ministère qui en font la demande. Réf. : Programme d'aide aux employés (avril 2007 à septembre 2007).	2 540,00 \$
JACQUES LAMARRE ET ASSOCIÉS INC.	Fournir des services professionnels en relation d'aide à tous les employés du Ministère qui en font la demande. Réf. : Programme d'aide aux employés (octobre 2007 à mars 2008).	2 016,00 \$



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

#### 9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

#### D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Bergeron, Michel	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	3 620,30 \$
Hayden, Thomas J.	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	8 970,86 \$
Miller, Richard	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	8 111,91 \$
Vallerand, Michel	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	680,65 \$
Walzing, Jean	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du Code du travail concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	918,83 \$

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :		
-	le nom du professionnel ou de la firme;	
-	le mandat et le résultat (rapport ou document final);	
-	le coût;	
-	le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);	
-	dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
<b>D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL</b>		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
BASTIEN, Bernard	Arbitre dans le dossier : Ville de Dunham	2 813,85\$
	Arbitre dans le dossier : Régie intermunicipale de police de la Rivière du Nord	23 770,83 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Boisbriand	9 078,70 \$
BLAIS, François	Arbitre dans le dossier : Société du Centre Pierre Péladeau	2 400,00 \$
CLICHE, Nicolas	Arbitre dans le dossier : Coopérative de services à domicile de la MRC de Montmagny	13 563,73 \$

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

<p><b>9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
<p><b>D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL</b></p>		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
CORRIVEAU, Alain	Arbitre dans le dossier : La compagnie Wal-Mart du Canada	10 643,13 \$
	Arbitre dans le dossier : Automobiles Donald Brassard Inc. (Honda de Terrebonne)	5 060,60 \$
CÔTÉ, Gabriel M	Arbitre dans le dossier : Ville de Shawinigan	2 831,75 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Thetford Mines	16 255,96\$
	Arbitre dans le dossier : Ville d'Asbestos	4 992,73 \$
DUFRESNE, Pierre N.	Arbitre dans le dossier : Unite Here & Textile employees	10 560,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
FORTIER, Diane	Arbitre dans le dossier : Les Services de garde « Le Petit Gamin »	5 565,97 \$
GAGNON, Denis	Arbitre dans le dossier : Norambar Inc.	120,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Campor inc.	8 040,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Rouyn-Noranda	360,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Mascouche	2 811,20 \$
HAMELIN, François	Arbitre dans le dossier : Les carrières Ducharme Inc	10 489,16 \$
LADOUCEUR, André	Arbitre dans le dossier : Université Laval	1 440,00 \$
LAFLAMME, Gilles	Arbitre dans le dossier : Ville de Mont-Tremblant	12 749,38 \$
LALANDE, Serge	Arbitre dans le dossier : Kuehne et Nagel logistics (Montréal) Inc.	8 622,64 \$

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

- 9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :**
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

#### D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
LARIVIÈRE, Jacques	Arbitre dans le dossier : Entretien M. Perron Inc., Service Sani-Tri, division Rouyn Noranda	16 141,31 \$
LAVOIE, Gilles	Médiateur et arbitre dans le dossier (Loi fusion municipale, article 176.22) : Ville de Salaberry-de-Valleyfield (cols bleus)	600,00 \$
LEFEBVRE, Bernard	Arbitre dans le dossier de la Charte de la Ville de Montréal : Ville de Montréal – Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (cols bleus)	18 891,16 \$
	Arbitre dans le dossier de la Charte de la Ville de Montréal : Ville de Montréal – Arrondissement St-Laurent (cols bleus)	360,00 \$
LÉGER, Francis	Arbitre dans le dossier : Ville de Granby	23 518,26 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Dunham	1 349,74 \$

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

- 9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :**
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL**

<b>NOM DU CONTRACTANT</b>	<b>OBJET DU CONTRAT</b>	<b>MONTANT</b>
POULIN, Côme	Arbitre dans le dossier : Échantillonnage et distribution Dan Murphy Inc.	1 875,52 \$
POULIN, Marc	Arbitre dans le dossier : CPE Nid d'Hirondelle	12 617,29 \$
ROY, Léonce E.	Arbitre dans le dossier : Restaurant-Bar Le Griffé	120,00 \$
SANTONGE, Yvan	Arbitre dans le dossier : Centre de la petite enfance Multi-Plus	6 583,44 \$
SYLVESTRE, André	Arbitre dans le dossier : Ville de Drummondville	5 760,00 \$
	Arbitre dans le dossier : Ville de Longueuil	5 421,55 \$

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008 EN INDIQUANT :**

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL**

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
	Arbitre dans le dossier : Ville de Beauharnois	3 024,50 \$
	Arbitre dans le dossier : Municipalité de Pointe-Calumet	360,00 \$
THELLEND, Paul-Émile	Arbitre dans le dossier : Association du personnel administratif et professionnel de l'Université de Sherbrooke (APAPUS)	7 708,85 \$
	Arbitre dans le dossier de la Charte de la Ville de Montréal : Ville de Montréal – Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (fonctionnaires)	13 037,94 \$
	Médiateur et arbitre dans le dossier (Loi fusion municipale, article 176.15) : Ville de Longueuil (cols bleus)	10 943,00 \$
TREMBLAY, Jean-Pierre	Arbitre dans le dossier : Compagnie Wal-Mart du Canada	4 044,00 \$
TURMEL, Charles	Arbitre dans le dossier de la Charte de la Ville de Montréal : Ville de Montréal – Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (cols bleus)	24 848,98 \$



**MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

<p><b>10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>	<p><b>NOM DU CONTRACTANT</b></p>	<p><b>OBJET DU CONTRAT</b></p>	<p><b>MONTANT</b></p>
		<p align="center"><b>LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE DE LA QUESTION 9.</b></p>	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

11. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2007-2008, DE  
CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

<b>Le montant, pour l'année 2007-2008, de chacune des dépenses suivantes :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'affiliation incluant les services;</li><li>- les ordinateurs portables;</li><li>- les téléviseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et autres sessions de type perfectionnement ou réseautage;<ul style="list-style-type: none"><li>I. au Québec</li><li>II. à l'extérieur du Québec</li></ul></li></ul>	
<b>Total des dépenses du cabinet :</b>	<b>125 867,16 \$</b>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

12. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, LE MONTANT, POUR  
L'ANNÉE 2007-2008, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

<p>Le montant, pour l'année 2007-2008, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »;</li><li>- les ordinateurs portables;</li><li>- les téléviseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>a) au Québec</li><li>b) à l'extérieur du Québec.</li></ul>	
Total des dépenses du ministère	435 000,33 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

13. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2007-2008

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans  
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres - 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+ 35 ans	1	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres - 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+35 ans	6	4,4	6	4,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels - 35 ans	1	0,7	1	0,7	1	0,7	-	-	-	-	-	-
+ 35 ans	40	29,6	16	11,9	1	0,7	1	0,7	-	-	2	1,5
PBTA - 35 ans	1	0,7	7	5,2	-	-	-	-	1	0,7	-	-
+35 ans	6	4,4	50	37,0	-	-	1	0,7	-	-	7	5,2
<b>TOTAL</b>	<b>55</b>	<b>40,7</b>	<b>80</b>	<b>59,3</b>	<b>2</b>	<b>1,5</b>	<b>2</b>	<b>1,5</b>	<b>1</b>	<b>0,7</b>	<b>9</b>	<b>6,7</b>

\* Inclut le personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique.



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**15. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR  
LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL**

**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009.**

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- d) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- f) Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**16. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ**

**La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :**

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES  
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR  
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

- En ce qui a trait à la partie « superficie inoccupée » de la question; il n'en en a pas au Ministère.
- Pour ce qui est de la partie « coût d'aménagement » ceux-ci sont inclus dans la réponse à la question 12 des renseignements particuliers du Ministère.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**17. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN**

La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2008-2009 est présentée dans le tableau ci-dessous.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE  
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE,  
POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

18. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2007-2008, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2007-2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

#### 19. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION.

##### Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2007 à ce jour.

###### Bureau de Québec (200, chemin Ste-Foy) :

- Installer un bouton d'ouverture de porte au bureau la réceptionniste : 445,00 \$
- Revoir la ventilation dans différents bureaux : 2 450,00 \$
- Fournir et installer une prise électrique murale, installer une colonnette et déplacer deux monuments de plancher : 554,50 \$
- Fournir et installer une sortie informatique supplémentaire : 166,00 \$
- Fournir et installer deux sorties informatiques supplémentaires : 240,00 \$
- Rénovation de locaux et achats de meubles 8 595,08 \$

###### Bureau de Montréal (380 rue Saint-Antoine ouest, 4<sup>ème</sup> étage) :

- Déménagement Mont-Bruno : 1 040 \$ (pour l'installation du mobilier)
- Réseautique CFO : 802 \$ (pour la reconfiguration du câblage existant)
- Bell Canada : ± 1 300 \$ (pour l'installation des appareils téléphoniques), frais mensuels de 274,75 \$ (plus les appels interurbains)
- DGTIC-Communications CSPQ : 300 \$ (pour l'installation du lien Internet haute vitesse), frais mensuels de 277 \$ plus la ligne à 35 \$ par mois
- Vidéotron (prises de câbles): 408,85 \$ (frais d'installation), frais mensuels de 68,89 \$

###### Bureau de comté ( 512 rue Principale, Lachute ) :

Des espaces additionnels ont dû être loués au bureau de circonscription du député d'Argenteuil, devenu Ministre du Travail, afin de lui permettre de répondre à ses nouvelles attributions. Dans ces espaces additionnels, des bureaux fermés ont dû être construits suite à l'ajout de personnel.

Montant : 34 026 \$.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

20. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES  
MINISTRES AU 1<sup>ER</sup> MARS 2008.

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> mars 2008 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- le nombre total d'employés au cabinet;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu par la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions de l'État.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

A) CABINET MINISTÉRIEL DE MONSIEUR DAVID WHISELL

NOM	FONCTION	ENTRÉE EN FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bédard, Lise	Attachée politique	2007-04-23	Québec
Bibeau, Alexandre	Directeur de cabinet	2007-04-18	Montréal
Bujold, Aurélie	Attachée politique	2007-04-18	Québec
Cayer, Mélanie	Attachée politique	2007-05-07	Lachute
Deschamps, Marie	Employée de soutien	2007-10-05	Lachute
Fleury, Mireille	Attachée politique	2007-09-18	Québec
Frenette, Yvon	Attaché politique	2007-04-30	Val d'Or
Gagné, Sébastien	Attaché politique	2007-04-18	Montréal
Genest, Nathalie	Attachée politique	2007-10-18	Québec
Lalonde, Chantale	Employée de soutien	2007-04-18	Lachute
Lapointe, Diane	Attachée politique	2007-04-18	Lachute
Lord, Isabelle	Attachée politique	2007-05-07	Lachute
Moisan Birdsell, Danielle	Attachée politique	2007-04-18	Lachute
Proulx, Philip	Employé de soutien	2007-10-04	Lachute
Schnorr-Meloche, Marisol	Attachée politique	2007-04-18	Montréal
Turnel, Marjorie	Attachée politique	2007-04-23	Québec

B) DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet	Dirige les membres du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que le Ministre peut lui consigner. Le niveau maximal de rémunération est de 112 024 \$.
Directeur adjoint	Assiste le directeur de cabinet dans l'exercice de ses fonctions. Le niveau maximal de rémunération est de 112 024 \$.

Attaché politique	Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions d'adjoint ou de directeur de cabinet, d'attaché de presse, de chercheur, d'agent de liaison ou de secrétaire de comté que le Ministre peut lui assigner. Dans le cadre de ses tâches, l'attaché politique assume la responsabilité des relations du cabinet avec la circonscription, les instances du parti (locales, régionales ou nationales) et avec les autres cabinets ministériels. Le niveau maximal de rémunération est de 73 770 \$.
Employé de soutien	Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet que le Ministre ou le directeur de cabinet lui assigne. Le niveau maximal de rémunération est de 48 034 \$.

**C) MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE DU CABINET POUR L'EXERCICE 2007-2008.**

Montant total de la masse salariale : 769 667\$\*

\* Inclut le salaire des étudiants

Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

**SOURCE :DRH – Direction adjointe des ressources humaines - 2008-03-20**  
**VALIDATION : DGARBFM – Secteur du budget -**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2007-2008 à même le budget discrétionnaire :	
a) du ministre :	
b) du ministère :	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
A) du ministre	
SOCIÉTÉ ALZHEIMER GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	200,00 \$
CORPORATION D'INITIATIVES ARTISTIQUES AUX ARTS - ROSE-ART	500,00 \$
COMPTOIR D'ENTRAIDE LABELLE	2 000,00 \$
FONDATION CHDL-CRHV	500,00 \$
FONDATION MADELI-AIDE	750,00 \$
OPÉRA-THÉÂTRE DE RIMOUSKI	1 000,00 \$
MAISON DES JEUNES - LA MINERVE	2 000,00 \$
VILLE DE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON	3 000,00 \$
TOURISME BAIE-DES-CHALEURS	2 000,00 \$
SITE HISTORIQUE DU BANC-DE-PÊCHE DE PASPÉBIAC	5 000,00 \$
MUSÉE ACADIEN DU QUÉBEC	2 000,00 \$
ÉCOLE SECONDAIRE JEAN-GROU	500,00 \$
LA TRAVERSÉE INTERNATIONALE DU LAC MEMPHRÉMAGOG	500,00 \$
FESTIVAL TOUT POUR LA MUSIQUE	2 000,00 \$
EXPOSITION AGRICOLE RÉGIONALE RIVE-NORD	2 000,00 \$
MUNICIPALITÉ DE ST-ROCH-DE-L'ACHIGAN	2 000,00 \$
VÉLO TOUR 48E NORD	5 000,00 \$
FESTIBLUES INTERNATIONAL DE MONTRÉAL	500,00 \$
LES TRIADES DE LANAUDIÈRE	1 000,00 \$
ASSOCIATION QUÉBEC-FRANCE RÉGIONALE LE P'TIT TRAIN DU NORD	500,00 \$
LES RÉGATES DE VALLEYFIELD	500,00 \$
RÈGLEMENT DE CONFLITS DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC (RCCQ)	2 500,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
RESCOUSSE AMICALE	200,00 \$
CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE SAINT-JÉRÔME	5 000,00 \$
ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	750,00 \$
PROCURE DES MISSIONS MIC (FSF)	250,00 \$
ASSOCIATION RÉGIONALE DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DES LAURENTIDES	300,00 \$
FONDATION OLO	400,00 \$
FESTIVAL RÉGIONAL DE DANSE	1 000,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE VOILE ADAPTÉE (AQVA)	500,00 \$
FONDATION DE LA FAMILLE RÉJEAN LAVALLÉE (LES MAIRES POUR LES ENFANTS)	400,00 \$
MUNICIPALITÉ DE ST-MATHIEU-D'HARRICANA	2 500,00 \$
FESTIVAL DE LITTÉRATURE JEUNESSE	500,00 \$
SOCIÉTÉ DE L'EAU SOUTERRAINE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 000,00 \$
ÉQUIPE ÉLITE SENIOR DE BASSIN SUR GLACE DE FROST	500,00 \$
LA CORPORATION L'ASSOMPTION EN FÊTE	1 000,00 \$
VILLE NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES	1 000,00 \$
CENTRE DE FEMMES MARIE-DUPOIS	500,00 \$
FONDATION RICHARD MARCOTTE	550,00 \$
LES DRAVEURS DE CRABTREE	500,00 \$
LES MARCHÉS DE NOËL JOLIETTE-LANAUDIÈRE INC.	1 000,00 \$
AU BAS DE L'ÉCHELLE	6 000,00 \$
COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE MONTRÉAL	1 000,00 \$
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC INDIENS	3 500,00 \$
CROIX-ROUGE CANADIENNE	1 000,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL CHINOIS DE MONTRÉAL	2 500,00 \$
REGROUPEMENT DES GESTIONNAIRES ET COPROPRIÉTAIRES DU QUÉBEC	1 500,00 \$
STRATÉGIES FOCUS 45 ANS ET PLUS	1 000,00 \$
RESSOURCES D'AIDE DES HANDICAPÉS	500,00 \$
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES PAYS-D'EN-HAUT	1 000,00 \$
CLUB KIWANIS THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE	500,00 \$
ASSOCIATION DES INTERPRÈTES ET TRADUCTEURS MULTILINGUES DU QUÉBEC	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
ASSOCIATION HAÏTIANO-CANADO-QUÉBÉCOISE D'AIDE AUX DÉMUNIS	500,00 \$
ASSOCIATION LAURENTIENNE DES PROCHES DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE	500,00 \$
ASSOCIATION DU HOCKEY MINEUR DE VAL-D'OR INC.	500,00 \$
ASSOCIATION NOURRI-SOURCE ARGENTEUIL	500,00 \$
CARREFOUR DES FEMMES DU GRAND LACHUTE	2 000,00 \$
CENTRE AMICAL DE L'ÂGE D'OR DE STE-ANASTASIE DE LACHUTE	750,00 \$
CENTRE DE FORMATION GÉNÉRALE DE LA CROISÉE	500,00 \$
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MONTCALM	1 500,00 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DE LA VALLÉE DE ST-SAUVEUR	2 000,00 \$
CHANTEZ-NOUS VOTRE CINÉMA	1 000,00 \$
COMITÉ DES GARES DE LAC-NOMINGUE INC.	500,00 \$
COMMUNITY TABLE SECRETARIAT FOR LAVAL, LAURENTIANS, LANAUDIÈRE	200,00 \$
ENTRAIDE SAINT-ANDRÉ APÔTRE	2 500,00 \$
FABRIQUE SE SAINT-ROCH-DE L'ACHIGAN	1 000,00 \$
FONDATION ÉCOLE SAINT-JULIEN	400,00 \$
MUNICIPALITÉ DE MONTCALM	500,00 \$
ROTARY COMMITEE	420,00 \$
SOCIÉTÉ GÉNÉALOGIQUE D'ARGENTEUIL	300,00 \$
VOYAGE EUROPE SSC	1 000,00 \$
LACHUTE CDC (ADULT CENTER)	450,00 \$
C.P.E.M. BOIS DE BELLE-RIVIÈRE	750,00 \$
CLUB DE SKI STONEHAM	600,00 \$
FONDATION RICHELIEU DE REPENTIGNY	1 000,00 \$
JEUX DU COMMERCE 2008 (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI)	500,00 \$
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	500,00 \$
SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE INC.	1 000,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE CEFEDI	1 500,00 \$
CHEZ-NOUS DES ARTISTES	1 000,00 \$
CLUB RICHELIEU MONT-TREMBLANT	300,00 \$
COMMUNAUTÉ ANICINAPE DE KITCISAKIK	3 000,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
CONSEIL 3490 DES CHEVALIERS DE COLOMB	2 000,00 \$
FONDATION DU CEGEP DE SAINT-HYACINTHE	500,00 \$
ORCHESTRE À CORDES DES JEUNES DE LAVAL (OCJL)	1 000,00 \$
RENDEZ-VOUS DU CINÉMA QUÉBÉCOIS	1 000,00 \$
SOCIÉTÉ ROYALE D'ASTRONOMIE DU CANADA	1 000,00 \$
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	1 000,00 \$
BIBLIOTHÈQUE AU FIL DES MOTS	1 000,00 \$
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MRC DE MASKINONGÉ	1 000,00 \$
CLUB D'HALTÉROPHILIE DU NORD	500,00 \$
COMITÉ D'AIDE AUX FAMILLES DÉFAVORISÉES ST-PHILIPPE D'ARGENTEUIL	300,00 \$
COOPÉRATIVE DES TRAVAILLEURS CHNC	5 000,00 \$
CÉNACLE SAINTE-FAMILLE	1 000,00 \$
ESPACE HISTORIQUE ET CULTUREL CHRIST CHURCH	1 000,00 \$
FONDATION DE LA TOLÉRANCE	250,00 \$
FONDATION ÉCOLE SAINT-JULIEN	1 000,00 \$
LIGUE JUNIORS LACHUTE	500,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALDOLPHE-D'HOWARD	285,00 \$
PENTES D'ARGENT	750,00 \$
PHÉNIX DU QUÉBEC	500,00 \$
VIKINGS DES LAURENTIDES	475,00 \$
VILLAGE DE GRENVILLE	7 000,00 \$
CLUB LES MARSOUINS DE VAL-D'OR INC.	500,00 \$
MAISON DU PARTAGE D'YOUVILLE INC.	1 000,00 \$
FESTIVAL D'HUMOUR DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 000,00 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (Colloque des Premières Nations)	2 000,00 \$
CENTRE DE FEMMES MARIE-DUPUIS	500,00 \$
CIRCUIT DES ARTS MEMPHRÉMAGOG	500,00 \$
CLUB DE MOTONEIGE HIBOU BLANC	2 500,00 \$
CLUB KIWANIS DE VAL-D'OR	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
CLUB LIONS SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	2 500,00 \$
FESTIVAL TOUT POUR LA MUSIQUE DE BERTHIERVILLE	1 000,00 \$
FONDATION MONIQUE-FITZ-BACK	500,00 \$
MAISON DES JEUNES DE SAINT-COLOMBAN	2 000,00 \$
MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-SEIZES-ILES	2 250,00 \$
SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE D'ARGENTEUIL	500,00 \$
TOUR CYCLISTE DE L'ABITIBI INC., LE	2 000,00 \$
UNITÉ DE LOISIR ET DE SPORT ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	500,00 \$
ASSOCIATION RÉSEAUTAGE JEUNESSE DES LAURENTIDES	2 500,00 \$
CANTON DE GORE	500,00 \$
CLUB DE SOCCER JUVÉNILE BON-CONSEIL	3 000,00 \$
CLUB OPTIMISTE DE ST-PHILIPPE D'ARGENTEUIL INC.	100,00 \$
FONDATION DES ÉTOILES	240,00 \$
FONDS POUR LES JEUNES D'ANJOU	250,00 \$
GARDE-MANGER DES PAYS-D'EN-HAUT	5 250,00 \$
OTAN LAVAL	300,00 \$
ROUTE DES ARTS	350,00 \$
SERVICES COMMUNAUTAIRES ET RÉGIONAUX DE LOST RIVER	500,00 \$
TVC D'ARGENTEUIL	564,00 \$
ÉCOLE SAINT-FÉLIX-DE-KINGSEY	2 000,00 \$
ASSOCIATION DES FAMILLES BESNER INC.	100,00 \$
CERCLE DE FERMIERES SAINT-PHILIPPE-D'ARGENTEUIL, LE	500,00 \$
CLUB AMICAL ST-PHILIPPE	500,00 \$
CLUB DES CHAMPIONS INC.	250,00 \$
COMPAGNONS DU NORD, LES	500,00 \$
COOPÉRATIVE MARTEAU ET PLUMEAU	1 500,00 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE IMMACULÉE-CONCEPTION, LA	4 300,00 \$
MUSÉE DU PATRIMOINE	750,00 \$
ÉCOLE DE LA VOLIÈRE	300,00 \$
ÉCOLE PRIMAIRE LAURENTIAN	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
ÉCOLE SECONDAIRE RÉGIONALE LAURENTIAN	1 000,00 \$
FONDS D'EMPRUNT COMMUNAUTAIRE FÉMININ	2 500,00 \$
COOPÉRATIVE SOLIDARITÉ SANTÉ GLOBALE ST-ADOLPHE-D'HOWARD	750,00 \$
FABRIQUE SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	500,00 \$
CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	500,00 \$
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	2 500,00 \$
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT	2 500,00 \$
CLUB DE CURLING DE BROWNSBURG LTÉE, LE	100,00 \$
CODE UNIVERSEL	500,00 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ANDRÉ APÔTRE, LA	5 000,00 \$
LÉVASION ST-PIE X	500,00 \$
MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	675,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD	2 500,00 \$
QUEBEC WOMEN'S INSTITUTES INCORPORATED	1 000,00 \$
SEMAINIER PAROISSIAL	226,00 \$
SERVICE DE RÉPIT FAMILIAL LA BOUFFÉE D'AIR	1 000,00 \$
VILLA MONT-JOIE INC.	2 500,00 \$
ÉCOLE FERNAND-SÉGUIN	1 000,00 \$
ÉCOLE SAINT-ANDRÉ	750,00 \$
ÉCOLE SAINT-PHILIPPE	2 000,00 \$
ÉCOLE SECONDAIRE RÉGIONALE LAURENTIAN	1 300,00 \$
ÉCOLE ST-JULIEN	500,00 \$
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT	2 000,00 \$
UNIVERSITÉ LAVAL – DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIEL-LES	20 000,00 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND SAINTE-AGATHE	1 500,00 \$
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINTE-TRINITÉ	4 000,00 \$
H2O LE FESTIVAL	1 000,00 \$
LOISIRS LAURENTIDES	20 000,00 \$
SALON DES ANIMAUX DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 000,00 \$
ÉCOLE FACE	1 000,00 \$



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

22. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT  
FÉDÉRAL EN 2006-2007 et 2007-2008

La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu en 2006-2007 et 2007-2008) pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

S/O

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI**

**Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) en indiquant :**

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2008-2009 et 2009-2010.

**LA RÉPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**24. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES  
DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUELEMENT DES  
CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

**Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

25. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS RÉMUNÉRÉS  
PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS  
CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

26. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES  
ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes  
parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON  
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

28. PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS RECEVANT UNE DOUBLE  
RÉMUNÉRATION

Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DERENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

29. MATÉRIEL INFORMATIQUE

**La liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).**

Liste du matériel informatique acquis en 2007-2008

Catégorie	Montant	Nombre
Imprimantes	6 754 \$	7
Micro-ordinateurs portables	11 070 \$	8
Écrans d'ordinateur	1 990 \$	10
Numériseur	535 \$	1
Logiciels et licences	6 219 \$	N/A
Composantes et autres (1)	2 287 \$	N/A
<b>TOTAL</b>	<b>28 855 \$</b>	

Note

(1) Composantes diverses telles graveurs, câbles, moniteurs, lecteur DVD/CD, etc.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. ABONNEMENTS

Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- service Internet d'information;</li> <li>- livres;</li> <li>- journaux;</li> <li>- magazines;</li> <li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li> <li>- clubs privés ou autres;</li> <li>- billets de saisons;</li> <li>- etc.</li> </ul>		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Journaux :		
- Le Soleil		152 \$
- La Presse		162 \$
- Le Journal de Québec		160 \$
- The Gazette		281 \$
- L'Actualité		30 \$
- Le Devoir		177,18 \$
- Les Affaires		77,18 \$
Vidéotron	Câble	351 \$
La Presse canadienne	Nouvelles sur commande	2 105 \$
CNW	Communiqués de presse	247 \$
Communication Demo*	Revue de presse écrite	24 409 \$
Communication Demo*	Revue de presse électronique	22 554 \$
Cedrom-SNI (Eureka)	Recherche articles de presse	1 920 \$
Le Guide du pouvoir au Québec	Publications périodiques	88 \$
Livres (6 exemplaires)	Les lois du travail 2007-2008	234 \$
Courrier parlementaire		5 000 \$
<p>* Le montant de l'abonnement pour le mois de mars 2008 n'était pas connu au moment de compiler ces données. Nous avons inscrit pour ce mois un montant moyen basé sur l'abonnement pour les onze autres mois de l'année.</p>		
<b>Total :</b>		<b>57 947,36 \$</b>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

31. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

WWW.TRAVAIL.GOUV.QC.CA

- **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Serge Gagnon et Lucien Paquin  
Secrétariat et communications

Beaulieu Multimédia (été 1998)

- **Les coûts de construction du site**

Coût de main-d'œuvre interne : environ 45 jours/personne.

- **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**

600 \$ (avril 2007 à mars 2008) en frais d'hébergement du site (source : Direction des infrastructures technologiques et des services spécialisés). Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes.

- **Qui est responsable du contenu sur le site?**

Lucien Paquin, édimestre  
Direction des communications

- **Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?**

Quatre mises à jour par semaine en moyenne.

- **Le nombre de visiteurs (hits) par mois**

Nombre de visiteurs uniques : 19 241 pour un total de visites de 284 882.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

31. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- **Combien de fois le site a-t-il été refait?**

Trois fois :

- été 1998 (firme externe)
- 2002-2003 (refonte à l'interne)
- 2005-2006 (firme externe et ressources internes)

Aucune refonte au cours des deux derniers exercices financiers.

- **Quel a été le coût?**

- 1998 : 4 500 \$
- 2002-2003 : 6 950 \$
- 2005-2006 : 4 650 \$

- **Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

- Nouveau visuel du Ministère
- Nouvelles sections
- Plan d'identification visuelle gouvernemental
- Réorganisation des contenus informationnels
- Amélioration de la navigabilité par une architecture interactive
- Amélioration de l'ergonomie
- Amélioration de l'accessibilité

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2007-2008 DANS LES TECHNOLOGIES DE  
L'INFORMATION

<b>Dépenses effectuées en 2007-2008 dans les technologies de l'information :</b>	
<b>a) téléphonie;</b>	
<b>b) matériel informatique;</b>	
<b>c) logiciels;</b>	
<b>d) programmation;</b>	
<b>e) formation.</b>	
a) Téléphonie :	279 889 \$
b) Matériel informatique :	27 740 \$
c) Logiciels :	1 115 \$
d) Programmation :	426 315 \$
Soit 284 407 \$ capitalisé (projets supérieurs à 100,0 k\$) et 141 908 \$ inscrit en dépenses (projets inférieurs à 100,0 k\$).	
e) Formation :	
Les coûts de formation en technologie de l'information sont inclus dans l'entente sur les services administratifs partagés conclue entre le Ministère et le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Ces coûts sont inscrits aux livres du MESS.	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2E GROUPE D'OPPOSITION**

**33. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale .**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**34. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET  
DE MODERNISATION DE L'ÉTAT**

**Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE  
DE LA QUESTION NUMÉRO 9.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**35. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE  
DE L'ÉTAT**

**Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE  
DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION NUMÉRO 7.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**36. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2007-2008 SUR LA PRIVATISATION OU  
L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

**Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**37. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA  
RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT**

**Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**38. LISTE DES SERVICES OCTROYÉS AU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU  
QUÉBEC**

**Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**39. ÉCONOMIES RÉALISÉES GRÂCE AU RECOURS AU CENTRE DE SERVICES  
PARTAGÉS DU QUÉBEC**

**Économies réalisées par les ministères ou organismes publics ou parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**40. NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION  
DU TRAVAIL**

**Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

41. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES

Les budgets consacrés à la sécurité des ministères et organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2007-2008 et ceux prévus pour 2008-2009.

2007-2008 :

Québec :

Service de gardiennage lors des travaux d'aménagement :

- |   |           |
|---|-----------|
| ➤ Cabinet du ministre du Travail :  | 220,77 \$ |
| ➤ Cabinet du ministre, de la Suite des sous-ministres et Bureau d'évaluation médicale (BEM) : | 287,75 \$ |
| ➤ Cabinet du ministre du Travail  | 139,49 \$ |

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

42. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE  
DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE  
L'INFORMATION

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive élaborée par les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, relatives à la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les mesures prises dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

**Le ministère du Travail n'a pas modifié de directive existante  
et il n'a pas élaboré de nouvelle directive à cet égard.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**43. NOMBRE ET NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES  
MINISTÉRIELLES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES  
INFORMATIONS**

**Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES,  
NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS EN  
RESTREINDRE LA PORTÉE**

**Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :**

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE  
DANS LA RÉPONSE AUX QUESTIONS 9 ET 10.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**45. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2007-2008 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES  
ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC**

**Pour 2007-2008, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.**

**S/O**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

- 46. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2007-2008 ET PRÉVISIONS POUR 2008-2009 POUR LES  
ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU  
GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES  
PRÉVUES**

**Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2007-2008 ainsi que les prévisions pour 2008-2009 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**47. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING**

**La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**48. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

**La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**49. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET  
ORGANISME POUR 2007-2008**

**Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2007-2008 :**

- **nombre de refus**
- **nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;**
- **nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**50. MANDATS CONFIS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE**

**La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :**

- **coûts;**
- **nombre de ressources affectées;**
- **nombre de rencontres;**
- **nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**

**S/O**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**51. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2007**

**Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU RAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**52. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR**

**Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2007-2008 et mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**53. NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES**

**La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant la nombre de femmes nommées.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

54. LISTE AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS À DES TRAITÉURS

Liste ainsi que les montants versés à chacun des traités ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2007-2008.

Le montant des sommes versés à des traités en 2007-2008 est de 1 238,55 \$.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**55. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DES MÉMOIRES AU CONSEIL DES  
MINISTRES**

**Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**56. PRÉVISION DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE EFFECTUÉE PAR LE MINISTÈRE**

**Prévision de croissance économique effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2008-2009  
et 2009-2010.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE  
PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES  
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

57. LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS SANS APPEL D'OFFRES PAR UN MINISTÈRE,  
UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2007-2008

Liste de tous les contrats sans appel d'offres par un ministre, un cabinet ministériel ou un organisme en 2007-2008

en indiquant :

- Le nom du professionnel ou de la firme;
- Le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- Le coût;
- Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les contrats d'impression reliés à l' « Émission de certificats de dépôt », au « Rapport annuel de gestion 2006-2007 », au « Recueil des articles de fond publiés », à « Corail (papillon) » et aux « Pochettes pour le ministère du Travail » répertoriés dans la réponse à la question 2 des renseignements généraux ont été octroyés sur soumission ainsi que le contrat avec Jacques Lamarre et associés inc. inscrit à la question numéro 9.

Les autres contrats de la question 2 de même que ceux inscrits aux questions 8 et 9 des renseignements généraux ont été négociés de gré à gré.

**MINISTERE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
ET DU 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**58. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS A PIED**

**Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis a pied par catégorie d'âge en 2007-2008**

**La réponse à cette question n'est pas pertinente  
à l'étude des crédits**



---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

**2008-2009**

---

---

**Demande de renseignements particuliers  
de l'opposition officielle**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
1.	<p>Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>date et contexte de création;</li><li>objectifs poursuivis;</li><li>nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV;</li><li>indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;</li><li>indiquer le budget dévolu.</li></ol>
2.	<p>Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.</p>
3.	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008, indiquer :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;</li><li>la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;</li><li>la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;</li><li>leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.</li></ol>
4.	<p>Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.</p>
5.	<p>Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.</p>
6.	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre dernières années.</p>
7.	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008.</p>
8.	<p>Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.</p>
9.	<p>Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;</li><li>liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;</li><li>frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;</li><li>liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.</li></ol>
10.	<p>Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2007-2008 en incluant les coûts et les appels d'offre.</p>
11.	<p>Frais de traduction incluant liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts, pour 2007-2008.</p>
12.	<p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location,</p>

# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
13.	<p>l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008. Valeur du mandat.</p> <p>Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au ministre au cours des deux dernières années, en indiquant l'état des travaux en cours.</p>
14.	<p>Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.</p>
15.	<p>Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.</p>
16.	<p>Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.</p>
17.	<p>Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2007-2008.</p>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UNE DES SOCIÉTÉS RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- a) Date et contexte de création ;
- b) Objectifs poursuivis ;
- c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de logement, frais de repas et frais de représentation ainsi que leurs ;
- d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du mandat de la mission et la date de la fin ;
- e) Indiquer le budget dévolu.

S/O

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**2. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE  
MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES**

**Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.**

**La réponse à cette question est non pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU  
MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2007-2008

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008  
indiquer :

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration.
- b) La liste des personnes qui ont eu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat.
- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv.
- d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

LES ORGANISMES CONCERNÉS RÉPONDRONT RESPECTIVEMENT  
À CETTE QUESTION.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ A ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Pour l'année 2007-2008, le contrat de quatre (4) occasionnels n'a pas été renouvelé. De ce nombre, deux (2) font partie du BSM, un (1) fait partie du BSMA et un (1) fait partie de la DGPR.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité

Pour l'année 2007-2008, aucun congédiement d'employé occasionnel n'a été enregistré.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2007-2008 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre années précédentes.

2007-08*	13 occasionnels	8,6 %
2006-07	13 occasionnels	8,9 %
2005-06	13 occasionnels	5,1 %
2004-05	13 occasionnels	5,2 %
2003-04	12 occasionnels	4,7 %

\* Les listes SAGIP, en date du 14 mars 2008, indiquent 13 occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique sur un total de 152 effectifs (dont 135 assujettis à la Loi sur la fonction publique).

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2007-2008

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008

En 2007-2008, parmi le recrutement régulier, un employé occasionnel a été titularisé sur un poste régulier.

Donc, 7,1 % des occasionnels ont été titularisés au cours de l'année financière 2007-2008.

$$1 / (13* + 1) = 7,1 \%$$

\* 13 faisant référence à l'effectif occasionnel à la dernière paye de la période visée.

En 2006-2007, parmi le recrutement régulier, aucun employé occasionnel n'a été titularisé sur un poste régulier.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2007-2008**

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF  
DES CRÉDITS 2008-2009 DU PORTEFEUILLE ET DANS LA RÉPONSE  
À LA QUESTION 52 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**9. POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE**

**Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidente :**

- a) Nombre de rencontres, rassemblements ou de réunions et les frais afférents.**
- b) Liste des personnes à rencontrer en matière de budget de la rencontre.**
- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de communication.**
- d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.**

**LES ORGANISMES CONCERNÉS RÉPONDRONT RESPECTIVEMENT  
À CETTE QUESTION.**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**10. LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES ET DES RECHERCHES COMMANDÉS EN 2007-2008 INCLUANT LES COÛTS**

**Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2007-2008 en incluant les coûts et les appels d'offre.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST FOURNIE À LA QUESTION 7 DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts pour 2007-2008

Communiqués, lettres, divers documents (extraits de discours, message pour boîte vocale du Service à la clientèle, tableaux, formulaires, etc.).

Fournisseur : Mark McKenzie traducteur enr.

Total pour l'exercice financier : 2 335 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2007-2008 VALEUR DU MANDAT

**Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008 - Valeur du mandat**

**Montréal :**

- Pour le cabinet ministériel du MTRAV à Montréal, ajout d'une superficie locative de 322,51 m/c et d'un loyer mensuel de 8 541,83 \$;
- Au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal, installation de douches et aménagement pour vélos pour plusieurs ministères/organismes.  
- quote-part du MTRAV : 14 150,00 \$

**Québec :**

Rien à signaler.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Questions 13 à 15 –**

**Questions 13 à 15**

**Les questions 13 à 15 sont incluses à l'onglet du CCTM**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**16. LISTE DE TOUS LES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PARTICULIERS OU DES ENTREPRISES**

Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Dans une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom ou (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.

**LA RÉPONSE A CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 8 ET 9 DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**17. DÉTAILS SUR LES COMPTES DE DÉPENSES DES MEMBRES DU CABINET DU  
MINISTRE**

**Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2007-2008.**

**La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la  
question 11 des demandes de renseignements généraux**

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

**2008-2009**

---

---

**Demande de renseignements particuliers  
du deuxième groupe d'opposition**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demande de renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers
---	--

MINISTRE DU TRAVAIL

Général

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008. Valeur du mandat.
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.
3. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
4. État d'avancement des travaux faisant suite au RAPPORT D'ÉVALUATION DU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE ET DU DOCUMENT D'ACTUALISATION DE CE RAPPORT effectué par la Commission de l'économie et du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

1. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2007-2008 VALEUR DU MANDAT

**Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008 - Valeur du mandat.**

**Montréal :**

- Pour le cabinet ministériel du MTRAV à Montréal, ajout d'une superficie locative de 322,51 m/c et d'un loyer mensuel de 8 541,83 \$;
- Au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal, installation de douches et aménagement pour vélos pour plusieurs ministères/organismes.  
- quote-part du MTRAV : 14 150,00 \$

**Québec :**

Rien à signaler.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**2. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2007-2008**

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF  
DES CRÉDITS 2008-2009 DU PORTEFEUILLE ET DANS LA RÉPONSE  
À LA QUESTION 52 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**3. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE  
MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les réunions.

**La réponse à cette question est non pertinente  
à l'étude des crédits**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

3. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

- Conseil d'administration de la CSST
- Conseil d'administration de la CCQ
- Conseil du Statut de la femme
- Conseil d'administration de l'OPHQ
- Organisation de la sécurité civile du Québec
- Comité interministériel « pandémie d'influenza »
- Comité interministériel des affaires de l'OIT
- Comité interministériel sur la retraite progressive
- Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum
- Comité interministériel sur le développement durable
- Comité interministériel Porte continentale et Corridor de commerce Ontario-Québec
- Comité interministériel sur la francophonie
- 
- Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre
- Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Comité interministériel sur le suivi de la situation des travailleurs forestiers

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

4. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX FAISANT SUITE AU RAPPORT D'ÉVALUATION DU BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE ET DU DOCUMENT D'ACTUALISATION DE CE RAPPORT EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

4. En mai 2006, la direction du BEM a rencontré le ministre de l'époque, M. Laurent Lessard, et présenté un plan d'action faisant suite à l'examen du Rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale par la Commission de l'économie et du travail

Rappel des principaux constats	Réalisation
<p>L'évaluation médicale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Critiques au regard de la qualité des avis médicaux</li> <li>• Inquiétudes au sujet de sa neutralité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Embauche d'un responsable de la qualité et de la formation;</li> <li>• lecture d'environ 300 avis dépersonnalisés et commentaires aux membres visant l'amélioration;</li> <li>• formations données par Me Claude Verge (CLP) et par Me Madeleine Lemieux (Bâtonnière du Québec);</li> <li>• implantation d'un nouveau canevas de rédaction des avis;</li> <li>• travaux en cours pour l'élaboration d'un guide d'expertise en évaluation médicale en collaboration avec le Collège des médecins du Québec.</li> </ul>
<p>Difficulté de répartir équitablement les dossiers entre les membres du BEM due en partie à une difficulté de recrutement des membres du BEM.</p> <p>Commentaires à l'effet de permettre à un membre du BEM de faire, dans certaines circonstances, des évaluations médicales dans des lieux plus rapprochés du lieu de résidence de certains travailleurs, de façon à éviter des déplacements sur de longues distances.</p> <p>Le fait que certains patients doivent se déplacer sur de longues distances pour subir une évaluation médicale a été soulevé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nomination de 11 nouveaux membres soit 5 neurochirurgiens, deux psychiatres, un physiatre, un plasticien et 2 orthopédistes.</li> </ul> <p>Au cours de l'année 2007, nous avons débuté une régionalisation de nos services c'est-à-dire que nous effectuons des évaluations dans certaines spécialités médicales dans les villes de Gatineau, Trois-Rivières, Granby, Sherbrooke et Saguenay.</p>

<p>Le processus d'évaluation médicale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Induit un climat de confrontation médicale plutôt que de concertation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'un colloque sur la douleur chronique et son traitement, les 13 et 14 septembre 2006, permettant aux médecins oeuvrant dans un contexte d'indemnisation et ce indépendamment de leur provenance de mieux comprendre le phénomène de la douleur chronique et son traitement.</li> <li>• Organisation d'un colloque sur les enjeux de l'évaluation des capacités fonctionnelles les 14 et 15 mai 2008.</li> <li>• Les lettres transmises aux travailleur(s) ont été modifiées pour éviter toute mésentente sur le rôle du BEM en précisant le rôle médical du BEM.</li> </ul>
<p>La qualité des rapports humains entre le médecin évaluateur et le travailleur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inquiétudes au regard des attitudes de certains médecins évaluateurs envers le travailleur;</li> <li>• Examens trop brefs ou « bâclés » dans certains cas;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de 2 formations visant à améliorer la qualité des rapports humains entre le médecin évaluateur et le travailleur. La première par Mme Manon Houle, psychologue, et la seconde par le Dr Guy Bouvier. Ces ateliers visaient à développer l'attitude professionnelle appropriée, susceptible de créer un climat d'ouverture et de confiance;</li> <li>• implantation de mesures de contrôle de la qualité afin de s'assurer que cette attitude se reflète dans la rédaction des avis.</li> <li>• le temps minimum alloué pour une évaluation est de 60 minutes;</li> <li>• Un formulaire d'appréciation des services rendus est maintenant distribué au moment de l'évaluation médicale.</li> </ul>
<p>L'utilisation du pouvoir discrétionnaire du membre du BEM :</p> <p>L'article 212 de la LATMP permet au membre du BEM d'informer ou de confirmer le diagnostic et les autres conclusions du médecin qui a charge du travailleur et du professionnel de la santé désigné par la Commission ou l'employeur, concernant les sujets suivants :</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de mesures favorisant l'utilisation du pouvoir discrétionnaire par les membres du BEM.</li> </ul>

<p>1° <i>Le diagnostic;</i>  2° <i>La date ou la période prévisible de consolidation de la lésion;</i>  3° <i>La nature, la nécessité, la suffisance ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits;</i>  4° <i>L'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur;</i>  5° <i>L'existence ou l'évaluation des limitations fonctionnelles du travailleur</i></p> <p>L'article 221 accorde au membre du BEM le pouvoir de donner son avis relativement à chacun de ces sujets, même si le médecin qui a charge du travailleur ou le professionnel de la santé désigné par l'employeur ou la CSST ne s'est pas prononcé relativement à ce sujet.</p> <p>Certains commentaires exprimés lors de la Commission parlementaire sont à l'effet que ce pouvoir discrétionnaire devrait être exercé plus fréquemment par les membres du BEM afin de diminuer les délais relatifs au suivi médical et administratif du dossier et d'améliorer l'efficacité de la procédure d'évaluation médicale.</p>	
<p>Rôle du membre du BEM</p> <p>Certains commentaires exprimés en Commission parlementaire indiquent un besoin de préciser le rôle du membre du BEM dans le cadre du régime de santé et de sécurité du travail où cohabitent divers enjeux, notamment d'ordre médical et juridique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instauration d'un plan de communication, brochure, dépliant et papillons précisant le rôle exclusivement médical du BEM.</li> <li>• Envoi lors de la convocation de ce papillon.</li> </ul>

Certains membres du BEM apparaissent à la fois sur la liste confectionnée par le CCTM en vertu de l'article 216 de la LATMP et sur celle confectionnée par la CSST en vertu de l'article 204 de la LATMP.

Le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre a déterminé certaines conditions pour qu'un médecin puisse apparaître sur la liste des professionnels de la santé pouvant agir à titre de membre du BEM. Ces conditions sont notamment d'être libre de toute attache permanente ou contractuelle avec un employeur ou une association d'employeurs, avec un syndicat ou une association de travailleurs, de même qu'avec la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Un membre du BEM ne devrait donc pas apparaître à la fois sur la liste confectionnée par le CCTM et sur la liste confectionnée par la CSST en vertu de l'article 204 de la LATMP.

- Il n'y a aucun professionnel de la santé apparaissant à la fois sur la liste de la CSST et celle du BEM;
- la liste des professionnels de la santé oeuvrant à l'IVAC est maintenant différente de celle de la CSST ce qui élimine la confusion qui existait auparavant.

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

**2008-2009**

---

---

**Bureau d'évaluation médicale**

**Demande de renseignements particuliers  
du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition**



# **BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

Demande de renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers
---	--

### BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

- 72. Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2008.
- 73. Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant au cours de la dernière année.
- 74. Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs.
- 75. Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM.
- 76. Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2007-2008.
- 77. Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation.

## BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

#### 72. NOMBRE DE DOSSIERS AU BEM ET ÉVOLUTION DES DÉLAIS D'ATTENTE AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET DEPUIS LE DÉBUT DE 2008.

Liste de tous les dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2008.

#### **Nombre de dossiers au BEM 2005-2008**

Pour l'année 2008, en date du 28 mars.

Année	CSST	Employeur	Total
2008	787	2 001	2 788
2007	3264	8 355	11619
2006	3 261	8 161	11 422
2005	3 660	8 500	12 160

#### **Délais**

#### DÉLAI LÉGAL ET DÉLAI OPÉRATIONNEL MOYENS

Tableau I

Année	Délai de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2008	22,7	10,9	33,6
2007	19,4	11,4	30,9
2006	26,6	10,5	37,1
2005	Non disponible	Non disponible	29

Le délai de convocation correspond au délai à partir de la réception d'un dossier en provenance de la CSST jusqu'à la date d'évaluation par le membre.

Le délai légal correspond au délai à partir de la prise de connaissance du dossier par le membre du BEM jusqu'à la date de transmission de l'avis. Le BEM respecte le délai légal de 30 jours.

Le délai opérationnel correspond au délai total de traitement d'une demande d'évaluation à partir de la réception du dossier en provenance de la CSST jusqu'à la transmission de l'avis par la poste.

**BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET  
LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**73. NOMBRE D'AVIS CONFIRMANT OU INFIRMANT L'OPINION DU MÉDECIN  
TRAITANT AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE.**

**Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant au cours de la dernière  
année.**

Nous n'avons aucune donnée permettant de calculer le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion  
du médecin traitant.

## BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

#### 74. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST ET LE NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR L'EMPLOYEUR.

Liste de la répartition de tous les dossiers au BEM selon l'origine de la demande pour les trois dernières années et le début de 2008 :

#### *Nombre de dossiers au BEM 2005-2008*

Pour l'année 2008, jusqu'en date du 28 mars.

Année	CSST	Employeur	Total
2008	787	2 001	2 788
2007	3 264	8 355	11 619
2006	3 261	8 161	11 422
2005	3 660	8 500	12 160

**BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**75. VENTILATION DES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DU BEM.**

Les coûts de fonctionnement du BEM pour l'année civile 2007 :	2 266 467 \$
Rémunération totale :	1 083 004 \$
Fonctionnement –autres dépenses :	1 181 663 \$
Investissement :	1 800 \$

**BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE****ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION****76. RÉPARTITION EFFECTIFS SELON LA SPÉCIALITÉ ET HEURES TRAVAILLÉES EN 2007-2008.****Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2007-2008.**

Nous n'avons aucune donnée sur le nombre d'heures travaillées par un membre.

**Spécialités médicales**

<b>Spécialité</b>	<b>Nombre de membres</b>	<b>Nombre d'avis</b>
Chirurgie buccale	2	3
Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique		6
Chirurgie générale	3	40
Chirurgie orthopédique	45	8 322
Chirurgie plastique	3	616
Dermatologie	14	1
Gastro-entérologie	1	2
Médecine interne	1	2
Neurochirurgie	6	698
Neurologie	4	310
Ophtalmologie	2	18
Oto-rhino-laryngologie	2	38
Physiatrie	5	884
Pneumologie	2	10
Psychiatrie	4	397
Urologie	1	9
Sous-total		11 359

**Omnipraticien**

Omnipraticien	1	268
Total		11 627

**BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LE 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION**

**77. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST MÊME S'IL N'Y A PAS CONTESTATION.**

**Tableau du nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation.**

Le nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas de contestation est de 1 197/11 627 avis rendus soit 10%.

Nombre d'avis selon l'origine de la demande

Origine	Demandeur	Nombre	Pourcentage
Avis	CSST	1197	10%
	Autres	1414	12%
Contestation	CSST	8	0%
	Autres	653	6%
<b>Total</b>		<b>11627</b>	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

Demande de renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

#	Demande de renseignements particuliers
---	--

MINISTÈRE DU TRAVAIL

78. Liste des avis de licenciements collectifs reçus au Ministère depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003 jusqu'à ce jour.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE  
D'OPPOSITION

78. LICENCIEMENT COLLECTIF

Liste des avis de licenciements collectifs reçus en consultation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 jusqu'à ce jour.

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs du licenciement.

**Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)  
répondra à cette question puisqu'elle relève de sa responsabilité.**